

Je vous écris depuis... mon smartphone

Mon smartphone personnel, payé avec mon salaire, mes factures, ma sueur.

Aujourd'hui, le ministère exige que cet appareil privé déverrouille nos boîtes mail professionnelles au nom de la double authentification. Et avec un mépris crasse pour les agents, il ne propose aucune solution. Rien. Pire : si vous n'avez pas de smartphone moderne, le ministère vous somme d'aller en acheter un à vos frais pour avoir le droit d'exister au travail !

Sous prétexte de cybersécurité, le ministère fait un choix cynique : vous détrousser pour financer son infrastructure.

Elle est belle, la sécurité ! On nous force à installer des applications pondues par des multinationales étrangères. Où est la souveraineté ? Où est la protection de nos données ? C'est le triomphe de l'ultra-libéralisme sordide : vider le service public de ses moyens, piétiner les droits des agent·e·s et sous-traiter notre souveraineté à Big Tech.

Imaginez un peu :

- Demanderait-on à un routier de se payer son propre semi-remorque et d'assumer son carburant pour livrer les clients du patron ?
- Demanderait-on à un charpentier de se financer son propre échafaudage pour avoir le droit de grimper sur le chantier ?
- Et notre chère ministre s'achète-t-elle son smartphone de fonction, ses costumes et sa voiture officielle sur ses économies pour aller plastronner en réunion ?

C'est pourtant ce racket qu'on nous impose. Nos téléphones appartiennent à notre vie privée. Nos appareils ne sont pas le matos gratuit de l'État.

SUD Rural Territoires exige l'arrêt immédiat de cette extorsion :

- pas un seul outil personnel ne doit servir à exécuter une mission publique ;
- fourniture immédiate de clés physiques de sécurité ou de téléphones de fonction, financés à 100 % par le ministère ;
- riposte immédiate contre toute tentative de pression ou de blocage d'accès ciblant les agent·e·s qui refusent ce diktat.

**Refusons de payer pour travailler.
Mon téléphone, mon fric, mes choix !**

Membre de